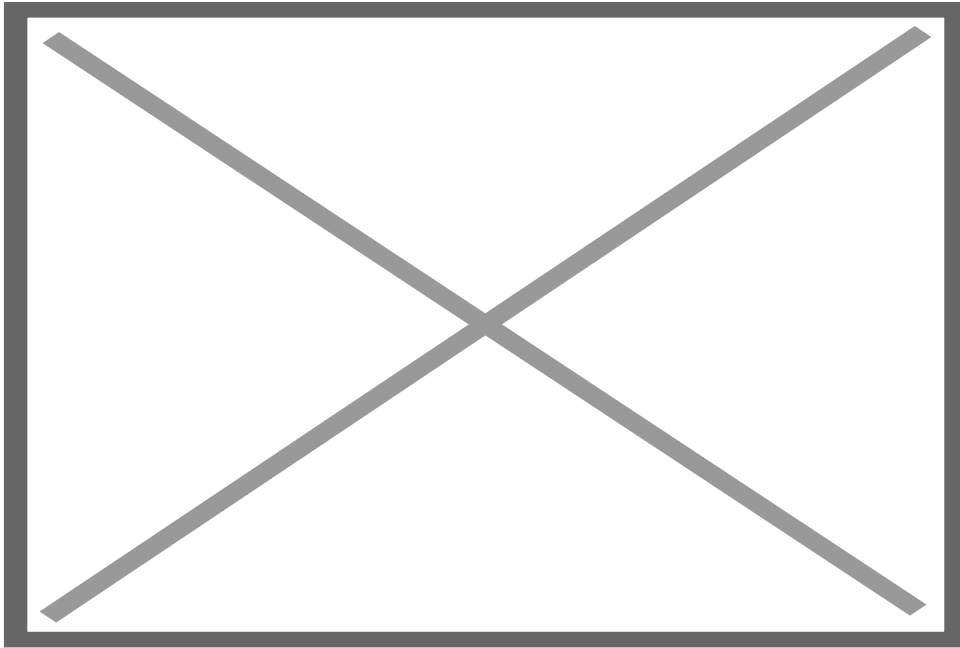


Donorbox devient la proie de la campagne secrète d'Israël contre le BDS

Description

Ali Abunimah @ The Electronic Intifada @ 21 décembre 2018



Le mouvement BDS a acquis un soutien mondial comme moyen non violent pour contester l'occupation et l'apartheid israéliens. Il s'est inspiré de la campagne qui a contribué à mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud. (Ahmad Al-Bazz ActiveStills)

Donorbox est devenu la proie d'une campagne diffamatoire conduite par le gouvernement israélien pour saboter et réduire au silence les défenseurs des droits humains et égaux des Palestiniens.

«Après des menaces juridiques et de fausses allégations venant du Shurat HaDin-le Centre juridique d'Israël, la plate-forme de collectes de dons Donorbox a temporairement suspendu le compte du Comité national du BDS, lui ôtant la possibilité de lever des fonds pour la défense des droits de l'homme au plus fort de la saison caritative» a déclaré l'organisation pour les droits civils Palestine Legal, ce vendredi.

Le Comité national du BDS, ou BNC, est le groupe de direction de la campagne de boycott, d'investissement et sanctions pour les droits des Palestiniens.

Selon l'Associated Press, la plainte du Shurat HaDin a été déposée en coordination avec le ministère des Affaires stratégiques d'Israël.

« Cette décision ne signifie pas que nous considérons le BDS comme une organisation abominable » a affirmé Donorbox, selon l'AP. « Nous ne faisons qu'examiner les preuves à la suite de cette plainte. Leurs formulaires pour les dons ont été clos par mesure de précaution ».

Le Shurat HaDin, organisation israélienne liée à l'agence d'espionnage et d'assassinat Mossad, a recours à des procédures juridiques fallacieuses et politiquement motivées dans le but d'harcéler, réduire au silence et faire reculer les défenseurs des droits des Palestiniens.

Dans un exemple récent, le Shurat HaDin a intenté un procès contre deux militants néo-zélandais des droits de l'homme pour avoir rédigé un article appelant la pop star Lorde à ne pas se produire en Israël, en solidarité avec les Palestiniens qui subissent l'occupation et le siège militaires des Israéliens.

Des experts juridiques ont écarté ce jugement contre les militants néo-zélandais estimant qu'il était sans valeur ni applicable.

« Une ingérence sans valeur illégale »

Des avocats affirment que la tentative du Shurat HaDin de mettre fin aux activités de collectes de fonds du BNC est sans fondement et illégale.

« Les accusations du Shurat HaDin sont fausses et basées sur des théories juridiques peu solides » déclare Dima Khalidi, directrice de Palestine Legal. « Au Shurat HaDin, ils se livrent eux-mêmes à une ingérence illégale dans la défense populaire pacifique qui est celle du BNC pour obtenir la liberté et l'égalité pour les Palestiniens. Nous demandons à Donorbox de conclure son enquête rapidement et de rouvrir le compte du BNC ».

Pour Maria LaHood, directrice juridique adjointe du Centre pour les droits constitutionnels, l'action de Donorbox est « un exemple de plus d'un effort généralisé pour punir l'existence palestinienne et contrecarrer la défense des droits des Palestiniens ».

Palestine Legal ajoute que « les accusations selon lesquelles la collecte de fonds par le BNC constituerait, d'une manière ou d'une autre, un soutien matériel au terrorisme », comme l'a insinué le Shurat HaDin, reposent sur des affirmations non confirmées et fausses prétendant que les fonds recueillis par le BNC peuvent aller à des groupes désignés comme organisations terroristes par le gouvernement des États-Unis ».

Les diffamations de « terrorisme »

Le ministre israélien des Affaires stratégiques, Gilad Erdan, a dit de la décision de Donorbox : « C'est un succès important dans nos tentatives de contrer la campagne discriminatoire du BDS ».

Le ministre Erdan est le fer de lance des efforts ouverts et cachés d'Israël visant à diffamer le mouvement non violent du BDS, mouvement modèle sur la campagne mondiale qui a contribué à mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud.

En novembre, *The Electronic Intifada* a publié en entier un documentaire secret d'Al Jazeera qui révèle certaines des tactiques du ministre.

Ce documentaire a été censuré après la pression du lobby pro-Israël sur le Qatar, lequel finance *Al Jazeera*.

Ce film qui a fuit peut être visionné en ligne (<https://electronicintifada.net/content/watch-film-israel-lobby-didnt-want-you-see/25876>).

Il montre Sima Vaknin-Gil, la directrice générale du ministère des Affaires stratégiques, affirmant avoir un groupe de réflexion néoconservateur de premier plan avec la Fondation pour la Défense des Démocraties (FDD), ce groupe travaillant pour le compte d'Israël pour miner les organisations militantes.

Le film clandestin montre Vaknin-Gil qui prétend : *« Nous avons la FDD. Nous avons d'autres personnes à travailler »* sur des projets comprenant *« la collecte de données, l'analyse des informations, travaillant sur les organisations activistes, le circuit de l'argent. C'est une chose que seul un pays, avec ses ressources, peut faire le mieux »*.

Dans le film, on entend Jonathan Schanzer, de la FDD, se plaindre auprès d'un journaliste non identifié que sa *« recherche »* est des fausses allégations selon lesquelles les organisations des étudiants pour la justice en Palestine sur les campus aux États-Unis avaient des liens avec le financement du terrorisme *« n'avait eu aucun succès »*.

Schanzer explique qu'il essaie aussi de relier le mouvement BDS au *« terrorisme »*, mais il admet n'avoir aucune preuve vérifiable pour étayer ses propos diffamatoires.

Le documentaire révèle également comment une autre organisation qui est basée aux États-Unis, la Coalition Israël sur les campus, agit en coordination avec le ministère des Affaires stratégiques dans un effort massif de surveillance ciblant les campus des universités aux États-Unis.

La Coalition Israël sur les campus utilise ensuite des sites anonymes pour diffamer et intimider les militants étudiants et enseignants, dans ce que le directeur de la Coalition, Jacom Baime, appelle *« une guerre psychologique »*.

Il est clair que le ministère israélien, avec le Shurat HaDin, utilise le même genre de tactiques afin de faire pression et effrayer Donorbox pour empêcher les Américains et d'autres de participer à une campagne tout à fait légale et légitime en faveur des droits de l'homme.

Omar Barghouti est cofondateur du mouvement BDS a déclaré, *« Ils font catégoriquement de fausses allégations, menaçant et intimidant nos partenaires et fournisseurs de service dans une tentative désespérée de saper notre capacité à contester le régime israélien d'apartheid et d'oppression »*.

Israël et son lobby utilisent les mêmes tactiques contre les militants de la solidarité et les journalistes en Europe.

La soumission de Donorbox à la pression d'Israël survient à un moment où de plus en plus de voix dominantes, notamment celles des sénateurs Dianne Feinstein et Bernie Sanders, et même du comité de rédaction du *New York Times*, s'opposent publiquement aux tentatives de

criminalisation du soutien aux droits des Palestiniens en tant que violation du Premier amendement

Ali Abunimah est cofondateur de The Electronic Intifada et auteur notamment de *La bataille pour la justice en Palestine*, publié par Haymarket Books.

Traduction : JPP pour l  Agence Média Palestine

Source: [Electronic Intifada](#)

date créée
2018/12/22